

Atelier de renforcement des capacités et d'échanges sur la Coalition PCQVP

RAPPORT GENERAL



INTRODUCTION

Dans le cadre du processus de mise en place de la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) au Togo, la Coordination Régionale Afrique de PCQVP et l'ONG Les Amis de la Terre-Togo (ADT-Togo) ont organisé le mardi 17 janvier 2012 à la Salle CARITAS-Afrique, l'Atelier de renforcement des capacités et d'échanges sur la Coalition PCQVP, à l'intention des membres des organisations de la société civile.

Cet atelier a réuni 39 participants (cf. liste de présence en annexe), pendant une demie journée, et avait pour objectif d'informer les parties-prenantes sur la Campagne PCQVP.

Il avait pour objectifs spécifiques :

- de faire comprendre le fondement de la Campagne « mondiale » PCQVP, et
- de partager des informations afin de mettre les organisations de la société civile dans les meilleures conditions de participation à la mise en place et à l'animation de cette campagne planétaire.

Cet atelier s'est tenu dans un contexte où d'une part, le Gouvernement togolais entreprend des réformes pour accroître les recettes de l'Etat (DSRP-Complet, 2009-2011, pilier 2 : consolidation des bases d'une croissance forte et durable), et d'autre part, la société civile togolaise contribue de plus en plus efficacement au contrôle citoyen de l'action publique.

DEROULEMENT

Cérémonies d'ouverture



Les travaux ont commencé à 10 heures avec le mot de bienvenue présenté par M. TODZRO Mensah, Directeur Exécutif de Les Amis de la Terre-Togo. D'abord, celui-ci a formé ses vœux de nouvel an aux participants, et leur a exprimé sa profonde gratitude aux participants pour avoir honoré de leur présence cet atelier.

Il a ensuite donné l'objectif de l'atelier, expliqué l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), indiqué le

rôle de la Société Civile dans le cadre de l'ITIE, et dit brièvement en quoi consiste la Campagne PCQVP.

L'orateur a enfin exprimé son souhait que les participants apportent les contributions pouvant favoriser l'atteinte des résultats de cet atelier. C'est sur cette note d'exhortation qu'il a déclaré ouverts les travaux dudit atelier.

A la suite de cette adresse, un tour de table de présentation des participants a été fait. Un Bureau Directoire de l'atelier a été mis en place. Il s'agit :

- De M. TODZRO Mensah, Président, et
- De M. AMEEGADZE Kokou Elorm, Rapporteur.

Session 1 : Présentation des communications

Deux communications suivies de débats ont meublé cette session.

Communication 1



La première communication a été animée par M. CARLO Merla, Coordinateur Régional Afrique de PCQVP. Sa présentation, articulée autour de 3 axes, a porté sur la Campagne PCQVP dans le monde.

Les points saillants de l'exposé sont les suivants :

1. La Campagne PCQVP: nature, niveaux, approches et résultats ;
2. PCQVP en Afrique: Historique, stratégies et gouvernance, et
3. Les coalitions nationales: avantages, défis et bonnes pratiques

Dans sa présentation, l'orateur a dit que la Campagne PCQVP a été lancée en juin 2002 par 5 ONG. Elle est une campagne internationale pour la transparence dans les industries extractives. Elle évolue en un réseau global de la Société Civile avec 600 organisations membres dans 60 pays (32 coalitions nationales en Afrique). Ce réseau, a-t-il indiqué, est soutenu par un Secrétariat International basé à Londres. Selon l'exposant, la Campagne PCQVP s'appuie sur une série de décisions: décision d'extraire (ou non) la ressource, signature de contrats définissant combien les compagnies doivent payer, allocation des recettes dérivant de l'exploitation des industries extractives.

M. CARLO a fait comprendre à l'assistance que PCQVP est indépendante mais entretient des relations avec l'ITIE, norme mondiale pour la transparence dans le secteur des industries extractives. L'objectif de l'ITIE, a-t-il dit, est de s'assurer que les chiffres précis sur les recettes sont accessibles au public, afin d'identifier toute anomalie potentielle autour des paiements reçus, et d'enquêter et traiter les causes sous-jacentes.

Il a aussi fait le lien entre PCQVP et la Loi Dodd-Frank, loi financière aux États-Unis qui comprend une disposition obligeant les sociétés cotées à la bourse des valeurs américaines engagées dans l'extraction du pétrole, du gaz ou des minéraux à déclarer combien ils paient aux gouvernements.

Parlant du rôle de PCQVP, M. CARLO a précisé que les membres des coalitions nationales se doivent de soutenir la mise en œuvre de l'ITIE à travers la participation dans les groupes multipartites tout en agissant comme chiens de garde locaux.

Pour faciliter la compréhension de l'évolution de la Campagne en Afrique, M. CARLO en a fait l'historique : il a parlé du lancement de la première Coalition nationale en Afrique de PCQVP, intervenu au Congo-Brazzaville en 2003 ; de la réunion régionale africaine de PCQVP sur la proposition d'une structure de gouvernance régionale (Abuja, 2008), de la réunion régionale africaine sur le renouvellement de la stratégie et la gouvernance (Kinshasa, mai 2011), etc. ainsi que des perspectives pour l'Afrique.

L'exposant a indiqué par ailleurs qu'aux fins d'une efficacité de la Campagne, il est prévu des principes fondamentaux d'un système amélioré de gouvernance.

Parlant du membership de la Coalition PCQVP, il a fait remarquer qu'il est formé par un groupe d'individus ou d'organisations qui travaillent ensemble pour réaliser un objectif commun.

Les avantages de travailler dans des coalitions sont importants, a-t-il mentionné : il s'agit, entre autres, du partage de compétences, de connaissances et d'expériences, et de l'accès à l'information. La Coalition fournit également des occasions de réseautage et de partenariat et des possibilités d'actions en commun.

Néanmoins, la vie de la Coalition impose aussi des défis: efforts supplémentaires d'administration, gestion de conflits, etc.

En conclusion, il a dit qu'« une coalition ne vaut pas plus que ce que ses membres sont disposés à y contribuer », c'est dire que la réussite ou l'échec d'une coalition dépendent de la volonté de ses membres.

Pour finir, il a convié les participants à rechercher des informations sur le thème de la « Société Civile et la transparence économique » en se connectant notamment, aux adresses suivantes :

www.publiswhatyoupay.org

www.revenuewatch.org

Communication 2



La seconde communication est intitulée : « Les Amis de la Terre-Togo au cœur du processus de mise en place de Publiez Ce que Vous Payez au Togo ». Elle a été présentée par M. KPONDZO Kwami Dodzi, chargé des campagnes à ADT-Togo.

L'intervention de M. KPONDZO a essentiellement porté sur les démarches de Les Amis de la Terre-Togo dans le cadre de la mise en place de PCQVP-Togo. Aussi, après avoir relevé l'objectif de sa présentation, l'orateur a-t-il dit que Les Amis de la Terre-

Togo a été identifiée, et a participé à une série de réunions : réunion régionale de PCQVP (26 au 28 janvier 2011 à Ouagadougou); conférence mondiale de l'ITIE et celle de PCQVP (1^{er} au 03 mars 2011 à Paris).

C'est à la suite de ces rencontres, et sur les conseils de la Coordination régionale Afrique de PCQVP, que l'ONG Les Amis de la Terre-Togo a initié des actions concrètes dans la dynamique de la facilitation de la mise en place de PCQVP au Togo, a ajouté M. KPONDZO.

Les démarches de Les Amis de la Terre-Togo incluent :

- L'organisation d'une réunion de concertation et de réflexion à CARITAS-Afrique sur la création de la coalition PCQVP au Togo (25 mars 2011) ;
- La signature d'un contrat de partenariat entre Les Amis de la Terre-Togo et WaterLex, une association Suisse pour la réalisation du projet « Renforcement de la participation de la Société Civile à la transparence économique au Togo. » (1^{er} août 2011) ;
- L'organisation d'une série de rencontres avec le Collège de la société ITIE pour expliquer les démarches et les actions prises par Les Amis de la Terre-Togo dans le processus de mise en place de PCQVP au Togo (Octobre – novembre 2011) ;
- La participation à la mise en place d'une commission pour réfléchir sur la création de la coalition PCQVP (Décembre 2011) ;
- L'organisation du présent atelier de renforcement des capacités et d'échange sur PCQVP, (janvier 2012);
- Etc.

Parlant des prochaines étapes, M. KPONDZO a indiqué que ADT-Togo prévoit l'organisation:

- De la diffusion du rapport d'étude sur la cartographie des OSC travaillant dans le domaine de la transparence économique ;
- De l'étude d'impact des activités de l'industrie minière sur les droits de l'homme au Togo ;

- D'une session conjointe sur les industries extractives, lors de l'événement qui sera organisé en 2012 par la Commission Africaine sur les droits économiques, sociaux et culturels.

En conclusion, l'intervenant a mentionné que le développement des pays riches en ressources naturelles est freiné par la culture de secret qui entoure le secteur de l'énergie et des mines.

La transparence dans le secteur extractif étant d'une grande importance, il a convié les membres de la Société Civile à rester mobilisés, à mener des campagnes citoyennes et à développer un plaidoyer auprès de décideurs politiques pour promouvoir la divulgation des informations sur les contrats des industries extractives et les revenus versés à l'Etat.

Il faut noter que ces différentes présentations ont été suivies de débats très enrichissants.

Session 2 : Identification des thèmes de renforcement des capacités

A ce niveau, le Coordonnateur régional Afrique de PCQVP, M. CARLO Merla a sollicité des participants des propositions de thèmes qui traduisent leurs besoins en formation sur la thématique de transparence économique. Les propositions les plus pertinentes seront retenues au titre de thèmes d'un atelier de renforcement des capacités, prévu pour le 21 mars 2012.

On peut retenir :

- Etat des lieux des industries extractives au Togo ;
- Techniques de lobbying et de plaidoyer pour la Campagne PCQVP;
- Législation sur l'ITIE au Togo ;
- Rôle de la Société Civile dans le suivi de la mise en œuvre de l'ITIE et élaboration de rapport alternatif ;
- Techniques de collecte d'information auprès des industries extractives ;
- Rôle des médias et des parlements dans le processus de l'ITIE, et
- Indicateurs de transfert des capitaux vers les paradis fiscaux.

CONCLUSION

Le mot de clôture a été prononcé par M. AMEGADZE Kokou Elorm, chargé de l'Information et de la Communication à l'ONG Les Amis de la Terre-Togo. Celui-ci a vivement félicité les participants pour leurs contributions et leur don de soi, non seulement pour avoir assuré eux-mêmes leurs frais de déplacement et de séjour, mais aussi pour avoir suivi les activités au-delà du temps prévu. Il a dit que ADT-Togo veillera à ce que toutes les idées émises, et visant à assurer un bon déroulement du processus seront prises en compte et capitalisées.

Les prochaines étapes vers la mise en place de la Coalition nationale PCQVP seront décisives. Les organisations ayant participé à la présente réunion en sont conscientes et se préparent, se disent disposées à aller de l'avant. Cette réunion jugée très satisfaisante par les organisateurs et les participants a pris fin à 15 h 00.

Fait à Lomé, le 17 janvier 2012,

Les participants.